

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren, niet overschrijdt, dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE-BEL codes bedoeld in artikel 4, lid 1, en in artikel 5, lid 1 en dat zij gedurende het jaar 2021 geen betaling van dividend verricht.

Het bedrag van de bijkomende tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig de artikelen 4 en 5 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 8. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de bijkomende tegemoetkomingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, dat door de directeur-generaal van de Administratie aangewezen wordt.

Art. 9. Het in artikel 8 bedoelde personeelslid van niveau A analyseert de aanvraag om bijkomende tegemoetkoming en, indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst hij de aanvraag en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de aanvraag voor een bijkomende tegemoetkoming definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de bijkomende tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 10. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 11. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31202]

22 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une intervention complémentaire en faveur des établissements du secteur de l'HORECA fermés par décision dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, articles 10 et 19;

Vu le rapport du 23 mars 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 24 mars 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 mars 2021;

Vu l'avis 69.120/2 du Conseil d'État, donné le 1^{er} avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois le 20 mars 2021;

Considérant le Comité de concertation du 5 mars 2021;

Considérant que, selon le calendrier de déconfinement, les établissements relevant du secteur Horeca pourront réouvrir au plus tôt le 1^{er} mai 2021;

Considérant qu'à la suite de la prolongation de fermeture au-delà du 7 mars 2021, les entreprises concernées continuent de voir leur chiffre d'affaires baisser, voire disparaître, mettant ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant que les défauts de paiement dus à des problèmes de liquidité pourraient entraîner un effet domino sur l'économie des entreprises concernées, ce qui devrait être évité à tout prix;

Considérant que ces problèmes et effets se font sentir et qu'il n'est donc pas justifié de connaître des retards dans la mise en place de la mesure d'aide;

Qu'il est fondamental de pouvoir verser l'aide dans les meilleurs délais;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal ou complémentaire et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;

5° l'Administration : le Service public de Wallonie Economie, Emploi et Recherche;

6° la plateforme web : l'application web, visée à l'article 1er, § 1er, alinéa 1er, 6°, du décret du 21 décembre 2016 portant octroi d'aides, au moyen d'un portefeuille intégré d'aides en Région wallonne, aux porteurs de projets et aux petites et moyennes entreprises pour rémunérer des services promouvant l'entrepreneuriat ou la croissance, et constituant une banque de données de sources authentiques liées à ce portefeuille intégré, accessible à l'adresse <https://indemnitecovid.wallonie.be/>;

7° l'effectif d'emploi : la moyenne du nombre de travailleurs en 2019 occupés dans les liens d'un contrat de travail dans l'ensemble des sièges d'exploitation de l'entreprise correspondant au nombre d'unités de travail (UTA), calculé sur base des déclarations multifonctionnelles à la Banque-carrefour de la Sécurité Sociale des quatre trimestres de 2019.

Art. 2. La crise sanitaire liée au coronavirus COVID-19 est reconnue par le Gouvernement comme un événement extraordinaire au sens de l'article 10 du décret.

Art. 3. L'intervention complémentaire est octroyée conformément au Règlement (UE) n° 1407/2013 de la Commission du 18 décembre 2013 relatif à l'application des articles 107 et 108 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne aux aides de minimis, ci-après dénommé Règlement 1407/2013.

Art. 4. Le Ministre octroie, selon les modalités qu'il détermine, une intervention complémentaire à l'entreprise qui possédait une unité d'établissement visée à l'article I. 2., 16°, du Livre Ier, du Code de droit économique, en Région wallonne avant le 5 mars 2021 et dont l'activité relève d'un des codes NACE-BEL repris dans l'un des secteurs ou partie de secteur visés aux sous-classes suivante :

1° 56.101 du Code NACE-BEL;

2° 56.102 du Code NACE-BEL;

3° 56.210 du Code NACE-BEL;

4° 56.301 du Code NACE-BEL;

5° 56.302 du Code NACE-BEL;

6° 56.309 du Code NACE-BEL.

L'intervention complémentaire visée à l'alinéa 1er, est de :

1° 4.000 euros si l'effectif d'emploi est de 0;

2° 6.500 euros si l'effectif d'emploi est supérieur à 0 et inférieur à 5;

3° 9.500 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 5 et inférieur à 10;

4° 12.000 euros si l'effectif d'emploi est égal ou supérieur à 10.

Par dérogation à l'article 1^{er}, 7°, si l'entreprise a été créée en 2020, l'effectif d'emploi est calculé sur la moyenne du nombre de travailleurs en 2020.

Le Ministre peut ajouter des secteurs ou partie de secteurs, visés à l'alinéa 1^{er} pour autant que ceux-ci fassent l'objet d'une fermeture en vertu d'une mesure fédérale ou régionale prise pour contrer l'épidémie de COVID-19.

Art. 5. L'intervention complémentaire visée à l'article 4 est attribuée une seule fois par entreprise inscrite dans la Banque-Carrefour des Entreprises, conformément au livre III, Titre 2, chapitre 1er, du Code de droit économique.

L'entreprise qui sollicite l'intervention complémentaire visée à l'articles 4 s'engage sur l'honneur à ne pas effectuer de décaissement de dividende durant l'année 2021.

Art. 6. Selon les modalités déterminées par le Ministre, l'entreprise introduit auprès de l'Administration sa demande d'intervention complémentaire via un formulaire sur la plateforme web.

Lors de l'introduction du dossier sur la plateforme web, l'entreprise doit au moins fournir les informations suivantes :

1° son numéro de Banque-Carrefour des Entreprises;

2° le code NACE-BEL de l'activité pour laquelle l'entreprise sollicite l'intervention complémentaire;

3° une déclaration sur l'honneur à compléter sur la plateforme web;

4° le numéro de compte de l'entreprise.

L'entreprise déclare au moins via la déclaration sur l'honneur visée à l'alinéa 2, 3°, ne pas dépasser les plafonds tels que définis dans le Règlement 1407/2013, à savoir 200.000 euros sur les trois derniers exercices fiscaux, relever d'une activité reprise dans un des codes NACE-BEL visés à l'article 4, alinéa 1^{er} ainsi que de ne pas effectuer de décaissement de dividende durant l'année 2021.

Le montant de l'intervention complémentaire est calculé par l'Administration, conformément aux articles 3 et 4, sur base des données qui lui sont communiquées par les sources authentiques ou par l'entreprise dans le cas où celle-ci bénéficie d'un régime particulier de taxe sur la valeur ajoutée.

L'Administration peut également recourir aux banques de données constituant des sources authentiques afin d'obtenir toutes données nécessaires à l'examen du dossier.

Art. 7. La décision de recevabilité, de paiement, du contrôle et du recouvrement des interventions complémentaires relève de tout agent de niveau A tel que défini dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne, désigné par le directeur général de l'Administration.

Art. 8. L'agent de niveau A visé à l'article 7 analyse la demande d'intervention complémentaire et lorsque la demande n'est pas recevable, il suspend la demande et informe l'entreprise qui peut compléter sa demande et la soumettre à un nouvel examen de recevabilité.

Si le dossier n'est pas complété et soumis à un nouvel examen de recevabilité dans un délai d'un mois à dater de la date de suspension, la demande d'intervention complémentaire est définitivement annulée.

Si la demande répond aux conditions fixées, l'entreprise est informée électroniquement que l'intervention complémentaire est accordée.

Art. 9. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 10. Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 22 avril 2021.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Economie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation,
du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2021/31202]

22. APRIL 2021 — Erlass der Wallonischen Regierung über die Gewährung einer ergänzenden Beihilfe zugunsten der Betriebe des HORECA-Sektors, die durch einen Beschluss im Rahmen der Coronavirus-COVID 19-Krise geschlossen wurden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe, Artikel 10 und 19;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 2014 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts vom 23. März 2021;

Aufgrund der am 24. März 2021 abgegebenen Stellungnahme des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 25. März 2021 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des am 1. April 2021 in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 3 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 69.120/2;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In Erwägung des Ministeriellen Erlasses vom 28. Oktober 2020 zur Festlegung von Dringlichkeitsmaßnahmen zur Eindämmung der Ausbreitung des Coronavirus COVID-19, zuletzt am 20. März 2021 abgeändert;

In Erwägung des Konzertierungsausschusses vom 5. März 2021;

In der Erwägung, dass die Betriebe des HORECA-Sektors nach dem Zeitplan für Lockerungsmaßnahmen frühestens am 1. Mai 2021 wieder öffnen dürfen;

In der Erwägung, dass die betreffenden Betriebe im Anschluss an die Verlängerung der Schließpflicht über den 7. März 2021 hinaus weiterhin Umsatzeinbußen oder sogar Umsatzverluste hinnehmen müssen, wodurch die Einkommen der Unternehmer und ihrer Beschäftigten gefährdet werden;

In der Erwägung, dass der Zweck dieser Beihilfe insbesondere darin besteht, die aufgetretenen Schwierigkeiten zu erleichtern, und eine Konkurswelle der Unternehmen, die infolge der Krise akute Liquiditätsprobleme haben, möglichst zu verhindern;

In der Erwägung, dass Zahlungsausfälle aufgrund von Liquiditätsproblemen einen Dominoeffekt auf die Wirtschaft der betreffenden Unternehmen haben könnten, der um jeden Preis vermieden werden sollte;

In der Erwägung, dass diese Probleme und Auswirkungen bereits zu spüren sind und daher Verzögerungen bei der Durchführung der Hilfsmaßnahme nicht gerechtfertigt sind;

In der Erwägung, dass es von grundlegender Bedeutung ist, dass die Beihilfe so schnell wie möglich ausgezahlt wird;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Zwecks der Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten die folgenden Definitionen:

1° Dekret: das Dekret vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Klein- oder Mittelbetriebe;

2° Minister: der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Wirtschaft gehört;

3° Unternehmen: das Kleinst-, Klein-, oder Mittelunternehmen im Sinne von Artikel 3 §§ 3 und 5 des Dekrets sowie die natürliche Person, die hauptberuflich eine berufliche Aktivität ausübt und die aufgrund ihres Berufseinkommens Sozialbeiträge zahlt;

4° NACE-BEL-Code: das vom belgischen Nationalen Statistischen Institut in einem harmonisierten Europäischen Rahmen erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) der Wirtschaftszweige, so wie es durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 der Kommission vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EWG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt wird;

5° Verwaltung: der Öffentliche Dienst der Wallonie Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung;

6° Internetplattform: die webbasierte Anwendung im Sinne von Artikel 1 § 1 Absatz 1 Ziffer 6 des Dekrets vom 21. Dezember 2016 zur Gewährung von Beihilfen an Projektträger und kleine und mittlere Unternehmen als Entgelt für Dienstleistungen zur Förderung des Unternehmertums oder des Wachstums anhand eines integrierten Portfolios für Beihilfen in der Wallonischen Region, und zur Schaffung einer Datenbank aus authentischen Quellen in Verbindung mit diesem integrierten Portfolio, die über <https://indemnitecovid.wallonie.be> zugänglich ist;

7° Beschäftigtenzahl: die durchschnittliche Zahl der 2019 im Rahmen eines Arbeitsvertrags in den gesamten Betriebssitzen des Unternehmens beschäftigten Arbeitnehmer, die der Anzahl Arbeitseinheiten (JAE) entspricht, berechnet auf der Grundlage der multifunktionellen Angaben bei der Zentralen Datenbank der sozialen Sicherheit im Laufe der vier Quartale von 2019.

Art. 2 - Die Gesundheitskrise im Zusammenhang mit dem Coronavirus COVID-19 wird von der Regierung als ein außerordentliches Ereignis im Sinne von Artikel 10 des Dekrets anerkannt.

Art. 3 - Die ergänzende Beihilfe wird gemäß der Verordnung (EU) Nr. 1407/2013 der Kommission vom 18. Dezember 2013 über die Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union aufnfité De-minimis-Beihilfen, nachstehend 1407/2013 genannt, gewährt.

Art. 4 - Der Minister gewährt nach von ihm bestimmten Modalitäten eine ergänzende Beihilfe den Unternehmen, die vor dem 5. März 2021 eine Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel I.2 Ziffer 16 des Buches I des Wirtschaftsgesetzbuches in der Wallonischen Region besaßen, und deren Aktivität unter eine der NACE-BEL-Codenummern fällt, die in einem der in den nachstehenden Sektoren oder Teilsektoren aufgenommen sind, die den nachstehenden Unterklassen gehören:

1° 56.101 des NACE-BEL-Codes;

2° 56.102 des NACE-BEL-Codes;

3° 56.210 des NACE-BEL-Codes;

4° 56.301 des NACE-BEL-Codes;

5° 56.302 des NACE-BEL-Codes;

6° 56.309 des NACE-BEL-Codes.

Die ergänzende Beihilfe im Sinne von Absatz 1 beläuft sich auf:

1° 4.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl 0 ist;

2° 6.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl größer als 0 und kleiner als 5 ist;

3° 9.500 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 5 und kleiner als 10 ist;

4° 12.000 Euro wenn die Beschäftigtenzahl gleich oder größer als 10 ist.

Wenn das Unternehmen im Jahr 2020 gegründet wurde, wird die Beschäftigtenzahl abweichend von Artikel 1 Ziffer 7 auf der Grundlage der durchschnittlichen Zahl der Arbeitnehmer im Jahre 2020 berechnet.

Der Minister kann Sektoren oder Teilsektoren nach Absatz 1 hinzufügen, unter der Voraussetzung, dass Letztere Gegenstand einer Schließung kraft einer föderalen oder regionalen Maßnahme zur Bekämpfung der COVID-19-Epidemie sind.

Art. 5 - Die ergänzende Beihilfe nach Artikel 4 wird in Übereinstimmung mit Buch III Titel 2 Kapitel 1 des Wirtschaftsgesetzbuches nur einmal für jedes Unternehmen gewährt, das in der Zentralen Datenbank der Unternehmen eingetragen ist.

Das Unternehmen, das die ergänzende Beihilfe nach Artikel 4 beantragt, verpflichtet sich ehrenwörtlich, im Jahre 2021 keine Dividenden auszuschütten.

Art. 6 - Nach vom Minister festgelegten Modalitäten reicht das Unternehmen seinen Antrag auf ergänzende Beihilfe mittels eines auf der Internetplattform verfügbaren Formulars bei der Verwaltung ein.

Bei der Einreichung der Antragsakte auf der Internetplattform muss das Unternehmen mindestens folgende Angaben machen:

1° seine Nummer bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen;

2° die NACE-BEL-Codenummer der Tätigkeit, für welche das Unternehmen die ergänzende Beihilfe beantragt;

3° eine auf der Internetplattform auszufüllende ehrenwörtliche Erklärung;

4° die Kontonummer des Unternehmens.

In der in Absatz 2 Ziffer 3 genannten ehrenwörtlichen Erklärung erklärt das Unternehmen mindestens, dass es die in der De-minimis-Verordnung 1407/2013 definierten Höchstbeträge, d.h. 200.000 € in den letzten drei Steuerjahren, nicht überschreitet, dass es einem Tätigkeitsbereich angehört, der in einem der in Artikel 4 Absatz 1 genannten NACE-BEL-Codes aufgenommen ist, und dass es im Jahre 2021 keine Dividenden ausschütten wird.

Die Höhe der ergänzenden Beihilfe wird gemäß Artikel 3 und 4 von der Verwaltung berechnet, auf Grundlage der Angaben, die ihr von den authentischen Quellen oder vom Unternehmen, wenn dieses einer besonderen Mehrwertsteuerregelung unterliegt, mitgeteilt werden.

Die Verwaltung kann ebenfalls auf Datenbanken zurückgreifen, die authentische Quellen darstellen, um alle für die Prüfung der Akte erforderlichen Daten zu erhalten.

Art. 7 - Die Entscheidung über die Zulässigkeit, die Auszahlung, die Kontrolle und die Beitreibung der ergänzenden Beihilfen unterliegt der Zuständigkeit jedes Bediensteten der Stufe A im Sinne des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes, der von dem Generaldirektor der Verwaltung bestellt worden ist.

Art. 8 - Der in Artikel 7 genannte Bedienstete der Stufe A prüft den Antrag auf ergänzende Beihilfe; wenn dieser nicht zulässig ist, setzt der Bedienstete den Antrag aus und meldet dies dem Unternehmen, das seinen Antrag ergänzen und ihn zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorlegen kann.

Wenn die Akte innerhalb eines Monats ab dem Datum der Aussetzung nicht ergänzt und zu einer erneuten Prüfung der Zulässigkeit vorgelegt wird, wird der Antrag auf ergänzende Beihilfe endgültig annulliert.

Erfüllt der Antrag die festgelegten Bedingungen, wird das Unternehmen elektronisch darüber informiert, dass die ergänzende Beihilfe gewährt wird.

Art. 9 - Der vorliegende Erlass tritt am Tag seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.

Art. 10 - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 22. April 2021

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RUPO

Der Minister für Wirtschaft, Außenhandel, Forschung und Innovation,
digitale Technologien, Raumordnung, Landwirtschaft, das IFAPME und die Kompetenzzentren
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2021/31202]

22 APRIL 2021. — Besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een aanvullende tegemoetkoming ten gunste van de inrichtingen in de horeca sector die bij beslissing gesloten worden in het kader van crisis van het coronavirus COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 10 en 19;

Gelet op het rapport van 23 maart 2021, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 24 maart 2021;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 25 maart 2021;

Gelet op advies nr. 69.120/2 van de Raad van State, gegeven op 1 april 2021, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Gelet op het ministerieel besluit van 28 oktober 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, voor het laatst gewijzigd op 20 maart 2021;

Gelet op het Overlegcomité van 5 maart 2021;

Overwegende dat de inrichtingen uit de horeca-sector volgens het tijdsplan van de exit-strategie ten vroegste op 1 mei 2021 zullen mogen heropenen;

Overwegende dat na de verlenging van de sluiting voor deze sectoren tot na 7 maart 2021, de betrokken ondernemingen hun omzet nog steeds zien dalen of zelfs verdwijnen, waardoor de inkomens van de ondernemers en hun werknemers in gevaar komen;

Overwegende dat deze steun onder meer tot doel heeft om de ontstane moeilijkheden het hoofd te bieden en een golf van faillissementen proberen te voorkomen onder de ondernemingen die prangende liquiditeitsproblemen ondervinden ten gevolge van de crisis;

Overwegende dat wanbetalingen ten gevolge van liquiditeitsproblemen een domino-effect in de economie zouden kunnen veroorzaken, hetgeen ten alle koste voorkomen moet worden;

Overwegende dat deze problemen en effecten op zeer korte termijn voelbaar zullen zijn en dat het dus niet verantwoord is om enige vertraging op te lopen in het uitvoeren van de steunmaatregel;

Overwegende dat het fundamenteel is dat deze steun onverwijld wordt gestort;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit dient te worden verstaan onder :

1° decreet: het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van kleine en middelgrote ondernemingen;

2° de Minister: de Minister bevoegd voor Economie;

3° onderneming: de zeer kleine, kleine of middelgrote onderneming bedoeld in artikel 3, §§ 3 en 5, van het decreet, evenals de natuurlijke persoon die een activiteit in hoofd- of bijberoep uitoefent en die, rekening houdend met zijn beroepsinkomsten, sociale bijdragen dient te betalen;

4° NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 3037/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, bij Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europese Parlement en van de Raad van 29 september 2003 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europese Parlement en van de Raad van 20 december 2006;

5° Administratie: de Waalse Overheidsdienst Economie, Tewerkstelling en Onderzoek;

6° webplatform: de webtoepassing bedoeld in artikel 1, § 1, eerste lid, 6°, van het decreet van 21 december 2016 houdende de toekenning van steun via een in het Waalse Gewest geïntegreerd steunportfolio aan projectontwikkelaars en kleine en middelgrote ondernemingen, ter vergoeding van de diensten ter bevordering van het ondernemerschap of de groei, en strekkende de oprichting van een databank van authentieke bronnen die verbonden is met die geïntegreerde portefeuille, die toegankelijk is op <https://indemnitecovid.wallonie.be>;

7° het personeelsbestand: het gemiddeld aantal werknemers, in 2019 tewerkgesteld via een arbeidsovereenkomst in de gezamenlijke bedrijfszetels van de onderneming die overeenstemmen met de arbeidseenheden (JAE), berekend op grond van de multifunctionele aangiften bij de Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid voor de vier kwartalen van 2019.

Art. 2. De gezondheidscrisis gebonden aan het coronavirus COVID-19 wordt door de Regering erkend als een buitengewone gebeurtenis in de zin van artikel 10 van het decreet.

Art. 3. De bijkomende tegemoetkoming wordt toegekend overeenkomstig Verordening (EU) nr. 1407/2013 van de Commissie van 18 december 2013 betreffende de toepassing van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie op de-minimissteun, hierna Verordening 1407/2013 genoemd.

Art. 4. De Minister kent volgens de door hem bepaalde nadere regels een bijkomende tegemoetkoming toe aan de onderneming die in het Waals Gewest voor 5 maart 2021 eigenaar was van een vestigingseenheid als bedoeld in artikel 1.5, 16°, van Boek I van het Wetboek van economisch recht en waarvan de activiteit valt onder één van de NACE BEL-codes vermeld in één van de sectoren of deelsectoren bedoeld in volgende subklassen:

1° 56.101 van de NACE-BEL-code;

2° 56.102 van de NACE-BEL-code;

3° 56.210 van de NACE-BEL-code;

4° 56.301 van de NACE-BEL-code;

5° 56.302 van de NACE-BEL-code;

6° 56.309 van de NACE-BEL-code.

De bijkomende tegemoetkoming bedoeld in het eerste lid, bedraagt:

1° 4.000 euro als het personeelsbestand 0 bedraagt;

2° 6.500 euro als het personeelsbestand hoger is dan 0 en lager is dan 5;

3° 9.500 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 5 en lager dan 10;

4° 12.000 euro als het personeelsbestand gelijk is aan of hoger is dan 10.

In afwijking van artikel 1, 7°, wordt het personeelsbestand, als de onderneming in 2020 opgericht is, berekend over het gemiddeld aantal werknemers in 2020.

De Minister kan sectoren of deelsectoren als bedoeld onder lid 1 toevoegen in zoverre zij een sluiting kregen opgelegd krachtens een federale of gewestelijke maatregel genomen ter bestrijding van de COVID-19-epidemie.

Art. 5. De in artikel 4 bedoelde bijkomende tegemoetkoming kan slechts eenmaal per onderneming ingeschreven in de Kruispuntbank van Ondernemingen worden toegekend, overeenkomstig boek III, Titel 2, hoofdstuk 1, van het Wetboek van Economisch recht.

De onderneming die om de in artikel 4 bedoelde bijkomende tegemoetkoming verzoekt, verbindt zich er op erewoord toe in het jaar 2021 geen dividend uit te keren.

Art. 6. Volgens de door de Minister vastgestelde nadere regels dient de onderneming via een formulier op het webplatform haar aanvraag om bijkomende tegemoetkoming in bij de Administratie.

Bij het indienen van het dossier op het webplatform moet de onderneming ten minste de volgende informatie verstrekken :

1° haar nummer van de Kruispuntbank van Ondernemingen;

2° de NACE BEL code voor de activiteit waarvoor de onderneming de bijkomende tegemoetkoming aanvraagt;

3° een verklaring op erewoord die op het webplatform ingevuld moet worden;

4° het rekeningnummer van de onderneming.

De onderneming verklaart met name via de in het tweede lid, 3°, bedoelde verklaring op erewoord dat zij de plafonds zoals bepaald in Verordening 1407/2013 niet overschrijdt, namelijk 200.000 euro over de laatste drie belastingjaren en dat zij valt onder een activiteit vermeld in één van de NACE BEL codes bedoeld in artikel 4, lid 1, en dat zij gedurende het jaar 2021 geen betaling van dividend verricht.

Het bedrag van de bijkomende tegemoetkoming wordt door de Administratie overeenkomstig de artikelen 3 en 4 berekend op grond van de gegevens die haar zijn medegedeeld via de authentieke bronnen of door de onderneming in het geval dat deze onder een bijzonder stelsel van de belasting op de toegevoegde waarde valt.

De Administratie kan eveneens gebruik maken van de databanken die authentieke bronnen vormen om alle gegevens te verkrijgen die nodig zijn voor het onderzoek van het dossier.

Art. 7. De beslissing over de ontvankelijkheid, de betaling, de controle en invordering van de bijkomende tegemoetkomingen wordt genomen door elk personeelslid van niveau A zoals omschreven in het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode, aangewezen door de directeur-generaal van de Administratie.

Art. 8. Het in artikel 7 bedoelde personeelslid van niveau A analyseert de aanvraag om bijkomende tegemoetkoming en, indien de aanvraag niet ontvankelijk is, schorst hij de aanvraag en brengt hij de onderneming op de hoogte, die haar aanvraag kan aanvullen en indienen voor een nieuw onderzoek naar de ontvankelijkheid.

Als het dossier niet wordt aangevuld en onderworpen aan een nieuw ontvankelijkheidsonderzoek binnen een termijn van één maand te rekenen van de datum van opschorting, dan wordt de aanvraag voor een bijkomende tegemoetkoming definitief vernietigd.

Indien de aanvraag aan de gestelde voorwaarden voldoet, wordt de onderneming er elektronisch van in kennis gesteld dat de bijkomende tegemoetkoming wordt toegekend.

Art. 9. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt wordt.

Art. 10. De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 22 april 2021.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie,
Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2021/31201]

22 AVRIL 2021. — Arrêté du Gouvernement wallon relatif à l'octroi d'une indemnité spécifique en faveur de certains secteurs touchés indirectement par des décisions de fermeture dans le cadre de la crise du coronavirus COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises, les articles 10 et 19;

Vu le rapport du 7 avril 2021 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 2 avril 2021;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 8 avril 2021;

Vu l'avis 69.234/2 du Conseil d'État, donné le 15 avril 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'urgence;

Considérant l'arrêté ministériel du 28 octobre 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19, modifié pour la dernière fois par l'arrêté ministériel du 26 mars 2021;

Considérant le Comité de concertation du 24 mars 2021;

Considérant que bien que ne figurant plus dans la liste des secteurs touchés par une obligation de fermeture, certains secteurs continuent d'être très largement impactés par la crise liée au COVID-19 du fait de la faible demande et des mesures de distanciation sociale rendant difficile le maintien de certaines activités liées aux secteurs fermés;

Considérant qu'une diminution très importante du chiffre d'affaires pour ces secteurs met ainsi en péril les revenus des entrepreneurs et de leurs salariés;

Considérant que leurs perspectives de reprise, partielle ou totale, sont par ailleurs toujours liées à l'évolution de la pandémie et aux décisions prises par le Comité de concertation;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction en ce qui concerne les voyages;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne la limitation du nombre maximal de personnes autorisées à participer à certains rassemblements;

Considérant les secteurs et sous-secteurs d'activités qui subissent toujours un impact important du fait de la restriction du Comité de concertation en ce qui concerne les événements de masse;

Considérant qu'il y a urgence d'adopter le présent arrêté vu la situation de crise exceptionnelle qui subsiste à savoir, les conséquences de la crise sanitaire du COVID-19 pour ces entreprises qui subissent indirectement de graves dommages économiques;

Considérant qu'il est nécessaire de fournir un soutien aux entreprises concernées afin de limiter les dommages économiques;

Considérant que la présente aide a, notamment, pour objet d'amoinrir les difficultés rencontrées et de tenter d'éviter une vague de faillites parmi les entreprises confrontées à des problèmes de liquidité urgents du fait de la crise;

Considérant qu'il y a dès lors lieu d'intervenir dans ces domaines;

Qu'il est fondamental de soutenir financièrement ces secteurs dans les meilleurs délais;

Considérant que le présent arrêté ne sera applicable qu'après l'approbation par la Commission européenne conformément à la communication de la Commission du 19 mars 2020 précitée;

Sur proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

1° le décret : le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des petites ou moyennes entreprises;

2° le Ministre : le Ministre qui a l'économie dans ses attributions;

3° l'entreprise : la très petite, la petite ou la moyenne entreprise visée à l'article 3, §§ 3 et 5, du décret ainsi que la personne physique qui exerce une activité professionnelle à titre principal et qui, compte tenu de ses revenus professionnels, paie des cotisations sociales;

4° le Code NACE-BEL : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006;